

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

29 janvier 2025

PLFSS POUR 2025 - (N° 622)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 252

présenté par  
M. Lauzzana

-----

**ARTICLE 9**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

I. – Après l'alinéa 22, insérer les deux alinéas suivants :

« 2° *bis* Avant le dernier alinéa de l'article L. 138-13, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les taux mentionnés aux deuxième et troisième alinéas peuvent être abaissés d'un maximum de 20 points supplémentaires, selon un barème fixé par arrêté, en fonction de la proportion des volumes des spécialités pharmaceutiques de l'entreprise mentionnées au I du même article L. 138-10 ayant au moins une étape majeure de fabrication réalisée en Europe, par l'exploitant lui-même ou par un sous-traitant. ».

II. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« IX. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale résultant du 2° *bis* du I est compensée à due concurrence par la majoration de l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

De nombreux rapports publics récents soulignent les injonctions contradictoires auxquelles fait face l'industrie pharmaceutique, entre la préservation de la souveraineté sanitaire et une régulation venant dégrader significativement la valeur des médicaments (rapport 2023 de la mission Financement et régulation des produits de santé, rapport 2024 du Conseil d'État sur la souveraineté, rapport Mario Draghi sur la compétitivité de l'Europe en 2024, rapport de la Cour des comptes en 2024 sur le fonctionnement du CEPS...).

Cet amendement, travaillé avec le G5 Santé, vise à protéger d'une régulation financière devenue insoutenable pour leur modèle économique les entreprises privilégiant une fabrication en Europe, et

plus particulièrement en France, de leurs médicaments. Ces situations concernent tout particulièrement les petites entreprises et les entreprises de taille intermédiaire, très vulnérables à l'envolée de la clause de sauvegarde depuis 2020, malgré les mesures de stabilisation prises par le Gouvernement depuis 2023, qui plafonnent la clause de sauvegarde à un montant historique de 1,6 Md€. La protection de ces entreprises permet, in fine, de renforcer la souveraineté sanitaire de la France et de l'Europe.

Aussi, il propose la mise en place d'un abattement sur la clause de sauvegarde pour les entreprises privilégiant une production européenne de leurs médicaments. Cet abattement, venant s'ajouter à celui déjà en place pour encourager à la négociation conventionnelle de baisses de prix, serait calculé selon un barème croissant en fonction de la proportion de médicaments soumis à la clause de sauvegarde dans les volumes réalisés par l'entreprise redevable. Une proportion supérieure à 70 % de médicaments produits en Europe ou en France pourrait ainsi conduire à un abattement supplémentaire de 20 %, une proportion comprise entre 50 % et 70 % à un abattement supplémentaire de 15 %, etc.

Cet abattement supplémentaire, qui représenterait moins de 100 M€ de perte de recettes pour l'Assurance Maladie, doit se faire sans report de charge sur les autres entreprises.